

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martin Valois, Dir. Gén. & Sec.-trés., atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature

Martin Valois

Date

2020-06-15

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (l'entité) qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons obtenu le rapport du maire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nathalie Blais, CPA auditeur, CA

Blais & Associés Senc

Nathalie Blais, CPA, Auditeur, CA permis no. A111349

Sorel-Tracy, 15 juin 2020

175, rue du Roi, suite 1, Sorel-Tracy, QC, J3P 4N6

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 812 170	3 807 371	3 722 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 000	29 454	27 574
Quotes-parts	3	27 088	27 159	31 221
Transferts	4	402 055	470 772	1 262 447
Services rendus	5	269 450	311 102	300 818
Imposition de droits	6	11 400	19 147	40 154
Amendes et pénalités	7	4 300	10 859	11 821
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	62 532	123 424	94 817
Autres revenus	10	94 233	11 154	29 631
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 705 228	4 810 442	5 520 959
Charges				
Administration générale	14	1 122 091	1 118 418	1 075 777
Sécurité publique	15	431 875	432 893	406 519
Transport	16	1 025 168	981 782	949 300
Hygiène du milieu	17	805 954	750 566	734 420
Santé et bien-être	18	10 500	8 696	2 236
Aménagement, urbanisme et développement	19	130 790	93 742	104 069
Loisirs et culture	20	1 220 752	1 094 396	1 090 003
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	182 088	261 688	204 166
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 929 218	4 742 181	4 566 490
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(223 990)	68 261	954 469
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 918 375	14 963 906
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		15 918 375	14 963 906
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 986 636	15 918 375

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 521 916	1 831 740
Débiteurs (note 5)	2	1 713 722	2 634 695
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	93 299	66 401
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		470
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 328 937	4 533 306
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 016 721
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	596 079	826 904
Revenus reportés (note 12)	12	30 075	24 238
Dette à long terme (note 13)	13	8 433 383	6 842 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 290	
	15	9 061 827	9 710 251
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 732 890)	(5 176 945)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	20 668 198	21 064 171
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	30 137	24 194
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 191	6 955
	21	20 719 526	21 095 320
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	15 986 636	15 918 375

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(223 990)	68 261	954 469
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	363 000) (	496 098) (	2 637 717)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		890 154	826 399
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(363 000)	394 056	(1 811 318)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(5 943)	1 097
Variation des autres actifs non financiers	10		(14 236)	(2 106)
	11		(20 179)	(1 009)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		1 917	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(586 990)	444 055	(857 858)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 176 945)	(4 319 087)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 176 945)	(4 319 087)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(4 732 890)	(5 176 945)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	68 261	954 469
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	890 154	826 399
Autres			
- perte sur disposition	3	1 917	
-	4		
	5	960 332	1 780 868
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	920 973	(669 941)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(230 825)	279 581
Revenus reportés	9	5 837	(8 537)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 760	27 720
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(5 943)	1 097
Autres actifs non financiers	13	(14 236)	(2 106)
	14	1 638 898	1 408 682
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(496 098)	(2 637 717)
Produit de cession	16		
	17	(496 098)	(2 637 717)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(26 898)	(10 908)
Cession	21		
	22	(26 898)	(10 908)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 054 000	400 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(417 143)	(425 653)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 016 721)	2 016 721
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(45 862)	(22 759)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(425 726)	1 968 309
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	690 176	728 366
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 831 740	1 103 374
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 831 740	1 103 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 521 916	1 831 740

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel est régie par la Loi sur les Cités et Villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Les états financiers consolidés incluent également la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (19,14%)
- Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (5,24%)
- Régie intermunicipale de la gare de Sorel (2,55%)

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 et sanctionnée le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2019 est de 203 735 \$.

La Ville est membre de la Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2019 est de 54 792 \$.

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de la gare de Sorel. Elle a été constituée par décret en date du 19 décembre 1995 conformément aux dispositions des articles 468.11 de la Loi sur les cités et villes. La Régie a pour objet l'administration et l'utilisation en commun de l'ancienne gare ferroviaire de Sorel par les Villes et municipalités membres du C.I.T. Sorel-Varennnes, notamment comme le terminal pour le transport en commun du C.I.T. Sorel-Varennnes jusqu'au 31 mai 2017. Subséquemment, la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Régie a entamé son processus de dissolution. Les revenus de l'organisme, après déduction des dépenses, sont répartis entre les membres selon un pourcentage déterminé.

Le 15 mai 2019, la Régie intermunicipale de la Gare a été dissoute par décret en vertu de l'article 468.49 de la Loi sur les Cités et Villes.

a) Périmètre comptable

Voir A

b) Partenariats

Voir A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les transactions relatives aux éléments suivants détenus avant le 1er janvier 2001 se comptabilisent selon la méthode de comptabilité de caisse à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales: la dépense d'intérêts sur la dette à long terme, incluant tout refinancement jusqu'à son extinction.

La contrepartie des intérêts courus à payer afférents aux éléments mentionnés ci-dessus détenue avant le 1er janvier 2001 est montrée au poste "dépenses constatées à taxer ou à pourvoir".

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers

STOCK

Les stocks de papeterie, fournitures de bureau, articles de tuyauterie, fournitures de sel à déglacage et de produits chimiques sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire:

Infrastructures:	15, 20 et 40 ans
Autres:	5 ans
Bâtiments:	30 et 40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Améliorations locatives:	15 et 20 ans
Véhicules lourds:	10 et 20 ans
Ameublements et équipements de bureau:	5 à 10 ans
Machineries, outillages et équipements:	5 à 40 ans

D) Passifs

s/o

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments**Frais d'escompte et financiers sur emprunt**

Les frais d'escompte et financiers sur emprunt sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et des montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant l'exercice. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations.

Constatation des revenus

Les contributions municipales sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les autres revenus sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolutions;

Les intérêts sur les placements et les autres intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

ORGANISMES CONTRÔLÉS**Régie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La Régie utilise les services administratifs et d'assainissement de la Ville de Sorel-Tracy pour une contrepartie de 66 556 \$(65 261 \$ en 2018). Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et on été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent

La Régie utilise des services professionnels de la Ville de Sorel-Tracy pour un montant de 37 038\$ et a aussi fait l'achat de services de téléphonie et d'eau pour un montant de 470\$. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et on été comptabilisées à la valeur d'échange qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Événements postérieurs à la date du bilan

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrété une pandémie mondiale de la COVID-19. Les pays ont adopté différentes mesures afin de respecter les recommandations des experts et endiguer la propagation du virus. Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local. La direction suit de près l'évolution, mais l'incidence de cette situation sur la ville et ses activités est trop incertaine pour être évaluée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

3. Modification de méthodes comptables
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 521 916	1 831 740
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 521 916	1 831 740
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	90 087	86 822
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 454 847	2 383 873
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	33 841	58 285
Organismes municipaux	15	141	141
<i>Autres</i>			
- VSJS	16	134 141	105 122
- Org.Cont.	17	665	452
	18	1 713 722	2 634 695
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	519	4 711
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	519	4 711
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	93 299	66 401
	32	93 299	66 401
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(2 290)	470
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(2 290)	470

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	45 986	75 255
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	39 416	41 959
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	26 985	24 599
	43	112 387	141 813

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	325 457	473 156
Salaires et avantages sociaux	48	102 551	95 231
Dépôts et retenues de garantie	49	120 972	219 727
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- intérêts courus DLT	53	36 120	27 789
- org.cont.	54	10 841	10 473
- org.cont.	55	138	180
- org.cont.	56		348
-	57		
	58	596 079	826 904

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- location patinoire	68	27 296	24 238
- org.cont.	69	2 779	
-	70		
-	71		
	72	30 075	24 238

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019		2018	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,05	2,92	2020	2039
			73	
	8 535 110			6 894 061
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	519
Organismes municipaux			78	4 711
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	8 535 629			6 898 772
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(102 246) (56 384)
			83	
	8 433 383			6 842 388

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2020	84	92	559 729	100	109	117
2021	85	93	497 000	101	110	118
2022	86	94	510 900	102	111	119
2023	87	95	526 600	103	112	120
2024	88	96	542 500	104	113	121
2025 et +	89	97	5 898 900	105	114	122
	90	98	8 535 629	106	115	123
Intérêts et frais accessoires			107	()		124
	91	99	8 535 629	108	116	125
						8 535 629

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(4 732 890)		(5 176 945)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()		
Autres	128	() ()		
	129	(4 732 890)		(5 176 945)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	1 778 962	158		185		212	1 778 962
Eaux usées	131	1 961 607	159		186		213	1 961 607
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	7 437 115	160	1 242 625	187		214	8 679 740
Autres	133	10 218 256	161	1 482 722	188		215	11 700 978
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	6 564 684	163	90 278	190		217	6 654 962
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 082 779	165		192		219	1 082 779
Ameublement et équipement de bureau	138	1 199 933	166	117 445	193	3 393	220	1 313 985
Machinerie, outillage et équipement divers	139	546 946	167	11 680	194	5 080	221	553 546
Terrains	140	1 414 278	168		195		222	1 414 278
Autres	141	3 788	169		196		223	3 788
	142	32 208 348	170	2 944 750	197	8 473	224	35 144 625
Immobilisations en cours	143	2 638 750	171	(2 448 652)	198		225	190 098
	144	34 847 098	172	496 098	199	8 473	226	35 334 723
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	886 588	173	44 478	200		227	931 066
Eaux usées	146	1 231 933	174	49 143	201		228	1 281 076
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 157 016	175	177 692	202		229	3 334 708
Autres	148	3 362 066	176	341 396	203		230	3 703 462
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 134 853	178	136 300	205		232	3 271 153
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	732 974	180	56 373	207		234	789 347
Ameublement et équipement de bureau	153	814 247	181	75 219	208	2 959	235	886 507
Machinerie, outillage et équipement divers	154	459 461	182	9 553	209	3 597	236	465 417
Autres	155	3 789	183		210		237	3 789
	156	13 782 927	184	890 154	211	6 556	238	14 666 525
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	21 064 171					239	20 668 198
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- VSJS	256	18 700	2 670
- Org cont	257	2 061	3 896
- Org cont	258	430	389
Autres			
-	259		
-	260		
	261	21 191	6 955
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu d'une entente avec l'Office d'Habitation de Saint-Joseph-de-Sorel (H.L.M.) à verser 10% du déficit annuel. Pour 2019, la portion du déficit budgété assumée par la Ville est estimé à 8 396 \$.

s/o

S.O.

[illegible]

S.O.

S.O.

S.O.

S.O.

s/o

S.O.

VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 722 476	3 812 170	3 807 371		3 807 371
Compensations tenant lieu de taxes	2	27 574	22 000	29 454		29 454
Quotes-parts	3					27 159
Transferts	4	340 100	402 055	402 029		403 772
Services rendus	5	300 818	269 450	311 102		311 102
Imposition de droits	6	40 154	11 400	19 147		19 147
Amendes et pénalités	7	11 821	4 300	10 859		10 859
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	93 596	61 650	121 719		123 424
Autres revenus	10	29 013	93 850	10 528		11 154
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 565 552	4 676 875	4 712 209		4 743 442
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	922 347		67 000		67 000
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	922 347		67 000		67 000
	21	5 487 899	4 676 875	4 779 209		4 810 442
Charges						
Administration générale	22	1 013 391	1 060 091	1 045 719	72 699	1 118 418
Sécurité publique	23	406 519	431 875	432 893		432 893
Transport	24	648 103	725 168	664 092	317 621	981 782
Hygiène du milieu	25	442 037	520 149	449 992	233 558	750 566
Santé et bien-être	26	2 236	10 500	8 696		8 696
Aménagement, urbanisme et développement	27	103 102	129 790	93 097	645	93 742
Loisirs et culture	28	906 875	1 037 752	886 932	207 464	1 094 396
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	202 332	180 070	259 578		261 688
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	768 971	755 000	831 987	(831 987)	
	33	4 493 566	4 850 395	4 672 986		4 742 181
Excédent (déficit) de l'exercice	34	994 333	(173 520)	106 223		68 261

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration	Administration	Administration	Organismes	Total
		municipale	municipale	municipale	contrôlés et	consolidé ¹
					partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	994 333	(173 520)	106 223	(37 962)	68 261
Moins: revenus d'investissement	2	(922 347)	()	(67 000)	()	(67 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	71 986	(173 520)	39 223	(37 962)	1 261
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	768 971	755 000	831 987	58 167	890 154
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	768 971	755 000	831 987	58 167	890 154
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(271 632)	(396 900)	(321 058)	(3 243)	(324 301)
	18	(271 632)	(396 900)	(321 058)	(3 243)	(324 301)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(77 258)	(383 000)	(110 762)	(6 446)	(117 208)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	83 760	154 730	121 571	1 684	123 255
Excédent de fonctionnement affecté	21	29 579				
Réserves financières et fonds réservés	22	6 135	43 690	(1 880)		(1 880)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	23 987		17 944		17 944
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	66 203	(184 580)	26 873	(4 762)	22 111
	26	563 542	173 520	537 802	50 162	587 964
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	635 528		577 025	12 200	589 225

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	922 347	67 000		67 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(12 993)	(47 818)	()	(47 818)
Sécurité publique	3	()	()	()	()
Transport	4	(1 478 655)	(868 866)	()	(868 866)
Hygiène du milieu	5	(1 049 929)	(1 157 808)	(8 309)	(1 166 117)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(84 796)	(151 029)	()	(151 029)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(2 626 373)	(487 789)	(8 309)	(496 098)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 683 693	370 307		370 307
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	77 258	110 762	6 446	117 208
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 350		1 864	1 864
Réserves financières et fonds réservés	17	6 809			
	18	85 417	110 762	8 310	119 072
	19	(857 263)	(6 720)	1	(6 719)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	65 084	60 280	1	60 281

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 761 089	2 466 170	55 746	2 521 916
Débiteurs (note 5)	2	2 629 656	1 709 035	4 687	1 713 722
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			93 299	93 299
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	470			
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	4 391 215	4 175 205	153 732	4 328 937
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 016 721			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	798 860	570 310	25 769	596 079
Revenus reportés (note 12)	12	24 238	27 296	2 779	30 075
Dette à long terme (note 13)	13	6 779 353	8 373 359	60 024	8 433 383
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		2 290		2 290
	15	9 619 172	8 973 255	88 572	9 061 827
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 227 957)	(4 798 050)	65 160	(4 732 890)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	20 046 562	19 700 447	967 751	20 668 198
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	18 079	24 480	5 657	30 137
Autres actifs non financiers (note 17)	20	2 670	18 700	2 491	21 191
	21	20 067 311	19 743 627	975 899	20 719 526
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 356 465	1 043 231	37 955	1 081 186
Excédent de fonctionnement affecté	23	346 905	1 115 594	96 282	1 211 876
Réserves financières et fonds réservés	24	93 661	91 781		91 781
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	(55 247)) (	(101 341)) (	) (	(101 341))
Financement des investissements en cours	26	(1 679 118)	4 575		4 575
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	14 666 194	12 589 055	906 822	13 495 877
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	14 839 354	14 945 577	1 041 059	15 986 636

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Rémunération	1	1 185 485	1 038 644	1 140 235	1 117 825
Charges sociales	2	288 160	282 288	308 384	322 467
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	1 835 295	1 667 414	1 807 144	1 787 363
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	180 070	278 451	280 561	212 395
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11		(18 873)	(18 873)	(8 229)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	466 305	473 175	214 648	204 078
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	755 000	831 987	890 154	826 399
Autres					
- VSJS	18	140 080	119 900	119 900	104 190
- org.cont.	19			28	2
-	20				
	21	4 850 395	4 672 986	4 742 181	4 566 490

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 081 186	1 392 639
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 211 876	436 314
Réserves financières et fonds réservés	3	91 781	93 661
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(101 341)) (	(55 247))
Financement des investissements en cours	5	4 575	(1 679 118)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	13 495 877	15 619 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 986 636	15 918 375
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 043 231	1 356 465
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	37 955	36 174
	11	1 081 186	1 392 639
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Dépôt neiges usées	12	120 000	112 000
- CIT Sorel-Varennnes	13	103 082	103 082
- Régie Gare & CIT	14	18 756	18 756
- Conseil Municipal-Allocation	15	46 639	30 521
- Identification noms rues	16	22 721	
- Prog.PRQ 17-18,19-20	17	35 777	62 546
- Mur Escalade	18		20 000
- Pickleball, Rampe Mise Eau	19	755 903	
- Système gaz Ent TP	20	12 716	
	21	1 115 594	346 905
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22	96 282	89 409
-	23		
-	24		
	25	96 282	89 409
	26	1 211 876	436 314
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	84 371	70 064
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	7 410	23 597
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	91 781	93 661
	48	91 781	93 661

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	101 341
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	55 247
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	101 341
	81 (	55 247
	(101 341)) (	(55 247))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	4 575	4 574
Investissements à financer	83 (	) (	1 683 692)
	84	4 575	(1 679 118)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	20 668 198	21 064 171
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 668 198	21 064 171
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	20 668 198	21 064 171
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	8 433 383) (	6 842 388)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	102 246) (	56 384)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	519	4 711
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	1 362 789	1 449 522
	98 (	7 172 321) (	5 444 539)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	7 172 321) (	5 444 539)
	101	13 495 877	15 619 632

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignementsRégime de retraite pour les employés cadres de la Ville de Saint-Joseph-de-SorelRésumé des dispositions du régimeA) Date d'entrée en vigueur

1er août 1989

B) Définition**1. Admissibilité et participation**

Seuls sont admissibles les employés cadres qui ne font pas partie d'une unité de négociation.

2. Âge de retraite normale

65 ans

3. Âge de retraite anticipée

À compter de 50 ans, avec ajustement de 0,5% par mois d'anticipation

C) Cotisations**1. Participants**

5% de leur salaire régulier à compter de leur adhésion et comme prévu dans l'entente suite à la loi RRSM, la cotisation augmente graduellement pour atteindre la moitié de la cotisation d'exercice au 1er janvier 2020.

2. Ville

Solde du coût des prestations créditées

D) Rente annuelle normale à la retraite

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires multiplié par le nombre d'années de participation.

E) Prestation au décès**1. Avant la retraite**

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors créditée au participant; la valeur de cette rente ne doit pas être inférieure à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant. À défaut d'un conjoint admissible, un montant forfaitaire égal à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant est versé aux ayants droit.

2. Après la retraite

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors versée au retraité. À défaut d'un conjoint admissible, la rente comporte une garantie de cinq années.

F) Prestation au départ

Un crédit de rente différée est accordé au participant dont le montant est égal à la rente qui lui est alors créditée, tenant compte de la règle de 50% et de la prestation additionnelle requise par la Loi 102 (période de participation postérieure au 1er janvier 2001).

Le participant peut demander le transfert (à un REER immobilisé) de la valeur actuarielle de cette rente différée.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	470	28 190
Charge de l'exercice	4	(45 986)	(75 255)
Cotisations versées par l'employeur	5	43 226	47 535
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(2 290)</u>	<u>470</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 754 838	1 521 045
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(1 754 838)	(1 481 679)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		39 366
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(2 290)	(17 680)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(2 290)	21 686
Provision pour moins-value	12	(21 216)	(21 216)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(2 290)</u>	<u>470</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	56 912	56 037
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	225 267	
	20	282 179	56 037
Cotisations salariales des employés	21	(21 461)	(21 958)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	260 718	34 079
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(5 894)	28 189
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(168 749)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(21 216)	21 216
Autres	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>64 859</u>	<u>83 484</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	62 151	75 866
Rendement espéré des actifs	33	(81 024)	(84 095)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	<u>(18 873)</u>	<u>(8 229)</u>
Charge de l'exercice	35	<u>45 986</u>	<u>75 255</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	218 383	(76 006)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(81 024)	(84 095)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	137 359	(160 101)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	87 465	332 863
Prestations versées au cours de l'exercice	40	49 278	48 784
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	243 300	219 400
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	389 024	88 700
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	2	3
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,56 %	5,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,30 %	5,30 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,35 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,10 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime RRS, en vigueur depuis le 18 juin 2007, est admissible aux salariés réguliers syndiqués ayant complété une période de six (6) mois de service continu. La participation à ce régime RRS est obligatoire pour tous les employés décrits précédemment. L'employeur s'engage à verser des cotisations salariales régulières d'un montant égal à un pourcentage de six pour cent (6%) du salaire annuel gagné, le salarié verse la même cotisation de 6%.

Régie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offert par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	39 416	41 959
	113	<u>39 416</u>	<u>41 959</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

Le régime enregistré d'épargne-retraite a été remplacé par un régime de retraite simplifié en 2007. Toutefois, il est en vigueur lorsqu'il s'agit de rachat d'années de services passées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	<u>9</u>	<u>9</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>5 073</u>	<u>4 185</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	26 985	24 599
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>26 985</u>	<u>24 599</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2019	2019	2019	2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	3 568 660	3 568 138	3 568 138	3 480 990
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	3 568 660	3 568 138	3 568 138	3 480 990
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	243 510	230 953	230 953	233 280
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 280	8 280	8 206
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	243 510	239 233	239 233	241 486
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	243 510	239 233	239 233	241 486
	27	3 812 170	3 807 371	3 807 371	3 722 476

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33				
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	22 000	29 454	29 454	27 574
	36	22 000	29 454	29 454	27 574
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	22 000	29 454	29 454	27 574
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	22 000	29 454	29 454	27 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56		12 000	12 000	
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58				
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			1 743	
Réseau de distribution de l'eau potable	69				
Traitement des eaux usées	70				
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84	50 000	34 093	34 093	37 454
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87		3 879	3 879	3 688
Activités culturelles					
Bibliothèques	88				
Autres	89				
Réseau d'électricité	90				
	91	50 000	49 972	51 715	41 142

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	10 000	10 000	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			402 342
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			402 343
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	57 000	57 000	80 208
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	67 000	67 000	884 893

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	352 055	352 057	352 057
Neutralité	133			336 412
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	352 055	352 057	352 057
				336 412
TOTAL DES TRANSFERTS	140	402 055	469 029	470 772
				1 262 447

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	9 600	13 846	11 758
	186	9 600	13 846	11 758
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			273
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200			273
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211			
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	259 850	297 256	288 787
	224	259 850	297 256	288 787
Réseau d'électricité	225			
	226	269 450	311 102	300 818
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	269 450	311 102	300 818

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	1 400	1 758	1 758	1 508
Droits de mutation immobilière	229	10 000	17 389	17 389	38 646
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231				
	232	11 400	19 147	19 147	40 154
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	4 300	10 859	10 859	11 821
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	234				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	61 650	121 719	123 424	94 817
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	1 400	10 528	11 154	29 631
	245	1 400	10 528	11 154	29 631
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

S28-1

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	282 815	257 121		257 121	257 121	229 716
Greffé et application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	622 011	618 736	72 699	691 435	691 435	692 920
Évaluation	4	35 200	51 696		51 696	51 696	33 185
Gestion du personnel	5						
Autres							
-	6	120 065	118 166		118 166	118 166	119 956
-	7						
	8	1 060 091	1 045 719	72 699	1 118 418	1 118 418	1 075 777
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	181 000	177 993		177 993	177 993	173 913
Sécurité incendie	10	234 100	233 963		233 963	233 963	222 905
Sécurité civile	11	5 000	11 056		11 056	11 056	
Autres	12	11 775	9 881		9 881	9 881	9 701
	13	431 875	432 893		432 893	432 893	406 519
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	112 233	89 234	225 210	314 444	314 444	272 330
Enlèvement de la neige	15	191 575	165 505	32 066	197 571	197 571	188 449
Éclairage des rues	16	22 300	23 562		23 562	23 562	22 963
Circulation et stationnement	17	41 346	24 874		24 874	24 874	35 379
Transport collectif							
Transport en commun	18	71 055	79 751		79 751	79 820	67 624
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	286 659	281 166	60 345	341 511	341 511	362 555
	22	725 168	664 092	317 621	981 713	981 782	949 300

22-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	206 235	205 703		205 703	279 305	269 609
Réseau de distribution de l'eau potable	24	40 653	19 775	64 567	84 342	84 342	74 967
Traitement des eaux usées	25	63 000	62 963	47 770	110 733	104 147	107 462
Réseaux d'égout	26	49 301	23 318	121 065	144 383	144 383	137 786
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	142 800	58 062	78	58 140	58 140	56 421
Élimination	28		22 927		22 927	22 927	25 688
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29		2 600	78	2 678	2 678	3 662
Tri et conditionnement	30		2 738		2 738	2 738	3 274
Matières organiques							
Collecte et transport	31		20 335		20 335	20 335	19 511
Traitement	32		9 677		9 677	9 677	9 786
Matériaux secs	33		10 834		10 834	10 834	14 510
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36		11 060		11 060	11 060	11 744
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	18 160					
	40	520 149	449 992	233 558	683 550	750 566	734 420
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	10 000	8 396		8 396	8 396	2 236
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	500	300		300	300	
	44	10 500	8 696		8 696	8 696	2 236
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	11 035	6 984	645	7 629	7 629	7 135
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	102 000	69 382		69 382	69 382	80 183
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	13 055	13 031		13 031	13 031	13 051
Tourisme	49	3 700	3 700		3 700	3 700	3 700
Autres	50						
Autres	51						
	52	129 790	93 097	645	93 742	93 742	104 069

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019				Réalizations 2019	Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	19 105	11 701	2 111	13 812	13 812	20 520
Patinoires intérieures et extérieures	54	601 050	489 015	61 595	550 610	550 610	552 351
Piscines, plages et ports de plaisance	55	98 630	79 426	23 518	102 944	102 944	90 888
Parcs et terrains de jeux	56	306 872	281 179	120 240	401 419	401 419	395 580
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	12 095	25 611		25 611	25 611	30 664
	60	1 037 752	886 932	207 464	1 094 396	1 094 396	1 090 003
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66						
	67	1 037 752	886 932	207 464	1 094 396	1 094 396	1 090 003
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	180 070	257 067		257 067	259 177	187 710
Autres frais	70		21 384		21 384	21 384	24 685
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		(18 873)		(18 873)	(18 873)	(8 229)
Autres	72						
	73	180 070	259 578		259 578	261 688	204 166
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	755 000	831 987	(831 987)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non auditée	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 720	2 720	448 359
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		3 064	3 109
Conduites d'égout	4	4 191	4 191	742 970
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			1 022 483
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	10 046	10 046	293 002
Aires de stationnement	9			5 187
Parcs et terrains de jeux	10	30 184	30 184	15 327
Autres infrastructures	11	227 689	227 689	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	87 786	87 786	2 231
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 493	2 493	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			27 769
Ameublement et équipement de bureau	18	117 445	117 445	77 280
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 235	10 480	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	487 789	496 098	2 637 717

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	2 720	2 720	448 359
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		3 064	
Conduites d'égout	26	4 191	4 191	742 970
Autres infrastructures	27	267 919	267 919	1 335 999
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			3 109
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	212 959	218 204	107 280
	34	487 789	496 098	2 637 717

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	28 171		16 186	11 985
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 870 464	2 054 000	396 765	8 527 699
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 898 635	2 054 000	412 951	8 539 684
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 711		4 192	519
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 711		4 192	519
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 711		4 192	519
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	(4 574)			(4 574)
	18	137		4 192	(4 055)
	19	6 898 772	2 054 000	417 143	8 535 629
Dettes en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	6 898 772	2 054 000	417 143	8 535 629

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	8 474 700
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	7 410
Débiteurs	9	519
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	8 466 771
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	16	60 929
--	----	--------

Endettement net à long terme	17	8 527 700
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	508 156
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	9 035 856
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	9 035 856
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	119 965	118 166	118 166	119 956
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	71 055	79 751	79 751	67 371
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	258 530	258 527		
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	13 055	13 031	13 031	13 051
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	3 700	3 700	3 700	3 700
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	466 305	473 175	214 648	204 078



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	487 789	2 626 373
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	487 789	2 626 373

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	32,50	3 544,00	193 081	94 245	287 326
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,00	32,50	4 734,00	176 378	44 818	221 196
Cols bleus	4	28,00	40,00	19 569,00	516 488	105 220	621 708
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	34,00		27 847,00	885 947	244 283	1 130 230
Élus	9	7,00			152 697	38 005	190 702
	10	41,00			1 038 644	282 288	1 320 932

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	402 029	55 000		12 000	469 029
	17	402 029	55 000		12 000	469 029

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(9 437)	(4 115)
	4	(9 437)	(4 115)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	94 682	76 636
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	(9 436)	(4 114)
	15	85 246	72 522
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	81 630	62 706
Traitement des eaux usées	18		32
Réseaux d'égout	19	81 630	62 706
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	163 260	125 444
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	7 802	8 322
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	7 802	8 322
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	12 707	159
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	12 707	159
Réseau d'électricité			
	40		
	41	259 578	202 332

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire-Rémunération Annuelle-2019	34 590	17 295
Par Conseiller-Rémunération Annuelle2019	11 530	5 765
Maire-Par séance spéciale-2019	264	132
Conseiller-Par séance spéciale-2019	82	410
Par Représentant MRC-Annuel2019	7 859	3 929
Par Représentant Régie Eau-Annuel 2019	792	396

Note

Il faut prendre en note que l'allocation de dépenses arrête d'être versée pour un élu lorsque le maximum est atteint. Pour 2019, le maximum était de 16 767 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 105 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 ☐ 3 ☐ 4 ☒

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☐ 6 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 ☐ 9 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 \$
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 ☐ 11 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 ☐ 14 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 ☐ 17 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 ☐ 20 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 ☒	23 ☐	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 ☐	25 ☒	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 ☐	27 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 ☐	30 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 ☐	33 ☒	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		\$
b) autres formes d'aide	35		\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37		
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**46 ☒47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ C-19-059

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-10-21

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens			
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	51	
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52		
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53		
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>			
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54		
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55		
<i>Mesures d'encadrement</i>			
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56		
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :			
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57		
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58		
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :			
- la mort	59		
- une blessure grave	60		
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du rapport financier prennent en se fondant sur

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

• Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

• Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

• Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nathalie Blais, CPA auditeur, CA

Blais & Associés Senc

Nathalie Blais, CPA, Auditeur, CA permis no. A111349

Sorel-Tracy, 15 juin 2020

175, rue du Roi, suite 1, Sorel-Tracy, QC, J3P 4N6

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 807 371
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 253 488
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 280
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>2 545 603</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	185 187 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>185 177 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>185 182 850</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 3 7 4 6 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 752 605
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 752 605

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	239 900
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	239 900
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	239 900
	27	3 992 505

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	23 000
	9	23 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	23 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	23 000

557

557

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 70 498 013	X 5 1,2500 /100\$	6 881 225				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 125 387 887	X 11 2,2900 /100\$	12 2 871 380				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 3 752 605	26 (.....)	27 (.....)	28	29 3 752 605
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 3 752 605	55 (.....)	56 (.....)	57	58 3 752 605

558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	) 27 (.....	) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	) 56 (.....	) 57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60 %	61	62 (.....	) 63 (.....	) 64	65

5

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 1 3 5 , 0 0 \$
Égout	2 , \$
Eau et égout	3 , \$
Traitement des eaux usées	4 , \$
Matières résiduelles	5 , \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
taxe d'eau industrielle	1,6661	7	du 1 000 gallons

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 992 505
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 304 033
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>2 688 472</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 195 885 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 3725 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> <u>Immeubles</u> <u>non résidentiels</u>	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 871 380					
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	113 000					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 984 380					

564

10

Données Prévisionnelles
Répartition des Revenus de Taxes par Catégories d'Immeubles (suite)
Exercice se terminant le 31 décembre 2020

Non audité			Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	881 225			3 752 605
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	126 900			239 900
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	1 008 125			3 992 505

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	OUI	NON	S.O.
Non audité			
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☐	24 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>5 813 075 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>498 800 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>208 110 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>50 000 \$</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Martin Valois, Dir. Gén. & Sec.-trés. , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-15.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Joseph-de-Sorel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-de-Sorel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-de-Sorel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-15 16:37:38

Date de transmission au Ministère : 2020/06/16